Le Directeur de l'établissement public du Parc national de La Réunion,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4 et R. 331-19 ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R*421-14 et R*425-6 ;
Vu le décret n° 2007-296 du 5 mars 2007, créant le Parc national de La Réunion,
Vu le décret n° 2014-49 du 21 janvier 2014, approuvant la charte du Parc national de La Réunion fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment son MARCœur 13 et l'annexe 1.3 ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2017 portant nomination du directeur de l’Établissement public du Parc national de La Réunion ;
Vu la demande d'avis conforme de la commune de La Possession en date du 20/01/2022 et relatif au dossier n° DIR/AD/2022/017 ;
Vu l'avis défavorable rendu dans l'avis n° CS/AD/2022/016 émis par le Conseil scientifique du Parc national de La Réunion en date du 14/04/2022 ;

Considérant que le projet de travaux concerne la construction d’un bâtiment à vocation d’habitation principale d'emprise au sol de 54 m² ;
Considérant que la situation géographique du projet en cœur habité de Parc national, à Ilet à Malheur, cirque de Mafate, commune de La Possession, nécessite la délivrance d’une autorisation spéciale pour toutes constructions et installations réalisées sur ce territoire ;
Considérant que les documents figurant dans le dossier de demande d’autorisation d’urbanisme n° PC 974408 21 A0334 sont insuffisants, imprécis et comportent des inexactitudes ;
Considérant que le dossier de demande d’autorisation d’urbanisme détaillant le projet de travaux est incomplet et qu’en conséquence l’analyse des impacts potentiels sur la biodiversité et les paysages est irréalisable ;
Considérant la nécessité d’encadrer les travaux pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;
DECIDE

Article 1 : Objet
Le Directeur du Parc national émet un avis défavorable à la demande de travaux tels que décrits au dossier n° DIR/AD/2022/017 concernant le PC n° 974408 21 A0334 pour la construction d’un bâtiment à vocation d’habitation principale pour le compte de M. Gilbert LIBELLE.

Article 2 : Mesures de contrôle
La mise en œuvre du présent avis peut faire l’objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du Code de l’environnement, notamment par les agents de l’établissement public du Parc national de La Réunion.

Article 3 : Sanctions
Le non-respect du présent avis ou d’une disposition prévue par la réglementation générale du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 4 : Voies et délais de recours
Le présent avis peut être contesté par recours gracieux auprès du Parc national, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
Le présent avis peut également faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du Code de justice administrative.

Article 5 : Publication
Le présent avis est notifié à la Commune de La Possession et publié pour l’information des tiers au recueil des actes administratifs de l’établissement public du Parc national de La Réunion (http://www.reunion-parcnational.fr/fr/raa).

À La Plaine-des-Palmistes, le 03 MAI 2022

Le Directeur

Jean-Philippe DELORME

Copy : - ONF - Secteur Ouest

Parc National de La Réunion
258 rue de la République • 97431 La Plaine-des-Palmistes
Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39
www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr